

A36L65  
C33  
1999/2000  
QL  
P. gouv.



Gouvernement du Québec  
**Régie du  
logement**

# **ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE  
L'OPPOSITION OFFICIELLE**

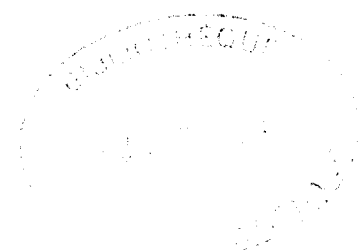
**mars 1999**



Gouvernement du Québec  
**Régie du  
logement**

# **ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE  
L'OPPOSITION OFFICIELLE**



**mars 1999**

## RÉGIE DU LOGEMENT

### ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

#### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

##### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Organigramme
2. Publications de la Régie
3. Voyages hors Québec
4. Dépenses en publicité
5. Sondages
6. Études commandées en 1998-1999
7. Contrats de moins de 25 000 \$
8. Contrats comportant un versement supplémentaire
9. Dépenses de photocopie, télécopie, téléphonie cellulaire, téléavertisseur, mobilier de bureau, fournitures de bureau, distributeurs d'eau de source, transport, hébergement et repas, participation à des congrès, colloques et sessions de type perfectionnement ou ressourcement
10. Véhicules fournis
11. Cotisations payées par l'employeur
12. Nombre et répartition de catégories de personnel
13. Nombre et répartition du personnel qui a bénéficié du Programme de mise à la retraite
14. Nombre de personnes ayant bénéficié de départ volontaire et ayant été rappelées
15. Congés de maladie, vacances et heures supplémentaires

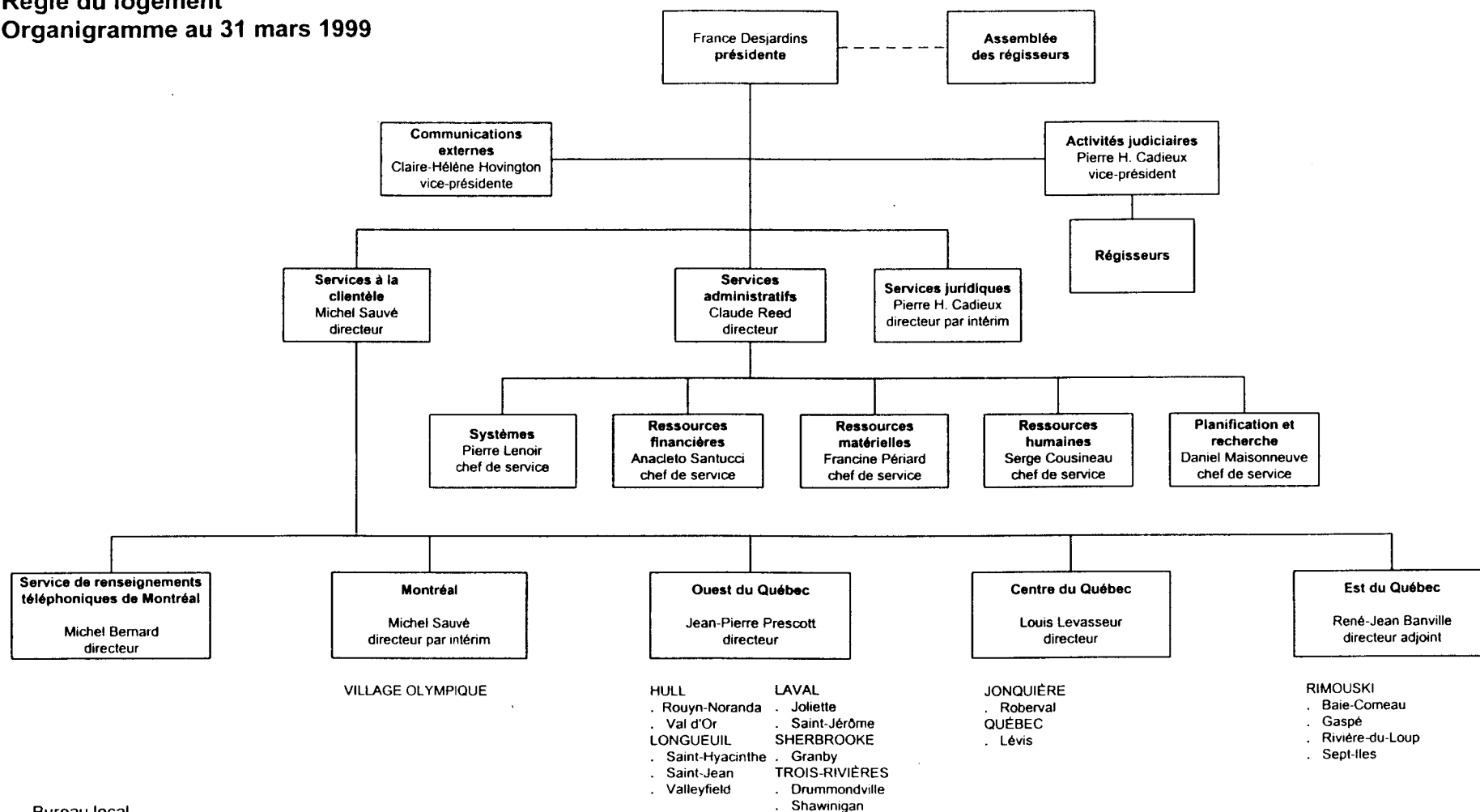
## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX (SUITE)

16. Précisions sur l'effectif
17. Baux pour les espaces loués par la S.I.Q.
18. Liste des firmes qui louent des espaces
19. Contrats attribués à des firmes de communication
20. Liste des tarifs en vigueur
21. Personnel du cabinet du ministre
22. Personnel de la suite sous-ministérielle
23. Contrats donnés à même le budget discrétionnaire du ministre
24. Crédits périmés
25. Transferts obtenus du gouvernement fédéral
26. Prévisions 1998-1999 des crédits alloués dans le cadre du plan d'action gouvernemental visant le redressement de la métropole
27. Projets retenus à l'occasion du Sommet de l'économie de l'emploi et leur état d'avancement
28. Personnel libéré pour les négociations dans la fonction publique
29. Personnel en disponibilité
30. Personnel hors structure rémunéré par la Régie et qui n'occupe aucun poste à la Régie
31. Personnel rémunéré par la Régie et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres
32. Personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux ou autres et affecté à la Régie
33. Cadres et hauts fonctionnaires qui ont démissionné, qui ont été réaffectés ou mis à pied

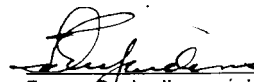
## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX (SUITE)

34. Personnel qui reçoit une double rémunération
35. Liste détaillée du matériel informatique
36. État d'avancement des travaux de mise à niveau pour contrer les effets du bogue de l'an 2000
37. Personnel libéré ou embauché pour opération reliée aux activités des commissions Poitras, Nicolet, Solidarité rurale, Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales
38. Personnel contacté ou rencontré par la Commission d'accès à l'information et/ou ses enquêteurs dans le cadre de l'enquête sur la divulgation de renseignements personnels par le cabinet du Premier ministre
39. Plans de régionalisation des services gouvernementaux

**Régie du logement**  
**Organigramme au 31 mars 1999**



· Bureau local

  
 France Desjardins, présidente

## 2. LISTE DES PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT

---

### ***Liste des publications en circulation***

- Affiche :**
- Copropriété
- Avis-types :**
- Avis d'abandon du logement
  - Avis de cession de bail
  - Avis en cas de cessation de cohabitation
  - Avis en cas de décès du locataire
  - Avis de dépôt de loyer
  - Avis d'augmentation de loyer et de modification d'une autre condition du bail
  - Avis de non-reconduction du bail par le locataire
  - Avis de réparation ou d'amélioration majeure
  - Avis de reprise de logement
  - Réponse à un avis d'augmentation de loyer et de modification d'une autre condition du bail
  - Réponse à un avis de reprise du logement
  - Avis de résiliation du bail suite à l'attribution d'un logement à loyer modique
  - Avis de résiliation du bail suite à l'admission du locataire dans un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou dans un foyer d'hébergement
  - Avis de sous-location du logement
  - Avis d'éviction pour subdivision, agrandissement substantiel ou changement d'affectation d'un logement
  - Écrit constatant les modifications au bail pour sa reconduction
  - Contrat de cession de bail
- Brochures :**
- Comment se préparer à une audience
  - La colocation
  - Acquérir un immeuble à logement
  - Exécuter ou contester une décision de la Régie
- Feuillets-synthèse**
- Exécuter ou contester une décision de la Régie du logement
  - Comment signifier une demande
  - Désignation légale du locateur et du locataire
  - Comment se préparer à une audience

- Fiches-conseil :**
- Accès au logement et la visite
  - Le bruit
  - Le paiement du loyer
  - Problèmes de chauffage
  - Le locataire et les réparations urgentes et nécessaires
  - La reprise de logement
  - Les travaux majeurs
  - Céder son bail ou sous-louer?

- Guides et :  
formulaires**
- Conversion d'un immeuble en copropriété divise (propriétaire occupant)
  - Conversion d'un immeuble en copropriété divise
  - Ensemble immobilier
  - Avis d'intention de convertir un immeuble locatif en copropriété divise
  - Offre de vente
  - La conversion en copropriété divise...et les locataires
  - Comment s'entendre sur un ajustement de loyer en 1999

**Liste des publications ayant fait l'objet d'une réimpression en 1998-1999**

- 1- Titres français : **Comment se préparer à une audience (brochure)**  
**Céder son bail ou sous-louer (fiche)**  
**Le paiement du loyer (fiche)**  
**La reprise du logement (fiche)**  
**Exécuter ou contester une décision de la Régie du logement (feuillet)**  
**Comment signifier une demande (feuillet)**  
**Avis de sous-location du logement (avis)**
- Tirage : 251 000  
Coût : 9 445 \$  
Imprimeur : Imprimerie Héon et Nadeau Ltée.
- 2- Titre français : **Avis de reprise du logement (avis)**
- Tirage : 5 000  
Coût : 360 \$  
Imprimeur : Imprimerie Gilles Landry



- 3- Titre français : **Avis d'intention (formulaire)**  
Tirage : 5 000  
Coût : 618 \$  
Imprimeur : Lancaster-Datamark
- 4- Titres français : **La colocation (brochure)**  
**Exécuter ou contester une décision de la Régie (brochure)**  
Tirage : 52 000  
Coût : 6 200 \$  
Imprimeur : Atelier Liège inc.
- 5- Titre français : **Comment s'entendre sur un ajustement de loyer en 1999**  
Tirage : 40 000  
Coût : 5 796 \$  
Imprimeur : Imprimerie Gibraltar
- 6- Titres français : **Le bruit (fiche)**  
**Avis de cession de bail (avis)**  
**Avis de non-reconduction du bail par le locataire (avis)**  
**Réponse à un avis de modification du bail (avis)**  
**Contrat de cession de bail**  
Tirage : 125 000  
Coût : 3 305 \$  
Imprimeur : Impression Conception Plus
- 7- Titres français : **Le paiement du loyer (fiche)**  
**Accès au logement et la visite (fiche)**  
Tirage : 80 000  
Coût : 1 985 \$  
Imprimeur : Impression Conception Plus

**TOTAL : 27 709 \$**

- NOTE :**
- Les publications sont éditées en français et en anglais et distribuées dans les bureaux de la Régie du logement et de Communication-Québec
  - Aucun nouveau titre n'est paru depuis le 1<sup>er</sup> avril 1998. Le contenu et la présentation de quelques-uns ont cependant été revus :
    - . Avis de non-reconduction du bail (avis)
    - . Avis de cession de bail (avis)
    - . Avis de reprise de logement (avis)
    - . Réponse à un avis d'augmentation de loyer et de modification d'une autre condition du bail (avis)
    - . Contrat de cession de bail
    - . Comment se préparer à une audience (brochure)
    - . La colocation (brochure)
    - . Exécuter ou contester une décision de la Régie (brochure)
    - . Comment signifier une demande (feuillet)
    - . Accès au logement (fiche)
    - . Le bruit (fiche)
    - . Le paiement du loyer (fiche)
    - . Comment s'entendre sur un ajustement de loyer en 1999



### 3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 1998

---

Aucun.

#### 4. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ

---

Aucune dépense de cette nature n'a été effectuée en 1998-1999 et aucune n'est prévue pour 1999-2000.

## 5. LISTE DES SONDAGES EFFECTUÉS EN 1998-1999

---

Aucun.

## 6. ÉTUDES COMMANDÉES EN 1998-1999

---

Aucune.

**7. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS  
PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT DU  
1<sup>ER</sup> AVRIL 1998 AU 31 MARS 1999**

---

**Clickon technologies Inc.**

- Contrat de services professionnels pour refaire l'architecture du site Web en privilégiant la rubrique des questions les plus courantes (FAQs).
- Les honoraires professionnels s'élèvent à 9 995 \$.

**Collège de Rosemont**

- Contrat de services professionnels avec le Centre de formation et de services-conseils aux entreprises pour une formation sur «*La planification et l'organisation du travail d'une équipe d'agents*».
- Les honoraires professionnels s'élèvent à 2 700 \$.

**Entre-Parenthèses**

- Contrat de services professionnels pour la mise en page de 4 brochures sur support informatique.
- Les travaux exécutés totalisent 1 612 \$.

**Imex International**

- Contrat de services professionnels pour la traduction des décisions.
- Les travaux exécutés totalisent 1 606 \$.

**Lise Lemieux Graphiste**

- Contrat de services professionnels pour la conception de la brochure «Comment se préparer à une audience».
- Les travaux exécutés totalisent 2 706 \$.

**Raymond Chabot Grant Thornton**

- Contrat de services professionnels pour conseiller la Régie dans le cadre de sa réflexion stratégique.
- Les honoraires professionnels s'élèvent à 9 800 \$.

**Technologies Imex Inc.**

- Contrat de services professionnels pour la traduction des décisions.
- Les travaux exécutés totalisent 9 056 \$.



**8. LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS QUI ONT FAIT L'OBJET  
D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE DEPUIS  
LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 1998**

---

Aucun.

**9. LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 1998-1999, DE LA PHOTOCOPIE,  
DE LA TÉLÉCOPIE (FAX), DE LA TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, DES  
TÉLÉAVERTISSEURS, DU MOBILIER DE BUREAU, REMBOURSEMENT DU  
TRANSPORT, DE L'HÉBERGEMENT ET DES REPAS ET DES DÉPENSES  
APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET  
DES SESSIONS DE RESSOURCEMENT**

<b><u>Catégorie</u></b>	<b><u>Coût 1998-1999</u></b>
. Photocopie (11 mois) :	33 711 \$
. Télécopie (10 mois) :	10 490 \$
. Téléphonie cellulaire (10 mois) :	2 001 \$
. Téléavertisseurs :	68 \$
. Mobilier de bureau :	21 458 \$
. Fournitures :	
- Agendas :	23 \$
- Valises :	264 \$
- Dictionnaires :	225 \$
- Calculatrices :	58 \$
- Stylos ou crayons :	2 191 \$
- Boîtes de carton :	1 540 \$
. Distributeurs d'eau de source :	0 \$
. Remboursement des frais de transport (au 15 mars) :	141 070 \$
. Remboursement des frais de repas et d'hébergement (au 15 mars) :	87 154 \$
. Ressourcement ou préparation à la retraite	0 \$
. Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et des sessions de type perfectionnement et ressourcement :	
	(1)
- au Québec :	71 108 \$
- à l'extérieur du Québec :	0 \$

(1) Ce montant comprend des frais de transport (23 819 \$), de repas et d'hébergement (18 339 \$) déjà considérés sous ces rubriques.

## 10. LISTE DES VÉHICULES FOURNIS

---

Aucun.

## 11. COTISATIONS PAYÉES PAR L'EMPLOYEUR

---

Nombre de personnes membres de corporations professionnelles : 9

Montant global payé pour les cotisations : 6 331,60 \$

FONCTION	Coût	CORPORATION
Avocats (7) (conseillers juridiques)	4 648,20 \$	Barreau du Québec
Notaires (2) (conseillers juridiques)	1 683,40 \$	Chambre des notaires du Québec

**12. NOMBRE ET RÉPARTITION DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES JEUNES DE MOINS DE 30 ANS, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI AU 31 MARS 1999**

Catégorie d'emploi	Sexe		Total et % de l'effectif	Moins de 30 ans	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	Hommes	Femmes						
Cadres supérieurs	3 (100%) <sup>3</sup>		3 (1,7%) <sup>4</sup>					
Cadre intermédiaire	1 (100%)		1 (0,6%)					
Professionnels	10 (71,4%) <sup>3</sup>	4 (28,6%) <sup>3</sup>	14 (7,9%) <sup>4</sup>					1 (7,1%) <sup>3</sup>
Techniciens	4 (30,8%) <sup>3</sup>	9 (69,2%) <sup>3</sup>	13 (7,3%) <sup>4</sup>					
Personnel de bureau	26 (17,7%) <sup>3</sup>	121 (82,3%) <sup>3</sup>	147 (82,6%) <sup>4</sup>	2 (1,4%) <sup>3</sup>	6 (4,1%) <sup>3</sup>	1 (0,7%) <sup>3</sup>	1 (0,7%) <sup>3</sup>	3 (2,0%) <sup>3</sup>
Total effectif régulier	44 (24,7%) <sup>4</sup>	134 (75,3%) <sup>4</sup>	178 (77,4%) <sup>5</sup>	2 (1,1%) <sup>4</sup>	6 (3,4%) <sup>4</sup>	1 (0,6%) <sup>4</sup>	1 (0,6%) <sup>4</sup>	4 (2,2%) <sup>4</sup>
Hors cadres	19 (61,3%) <sup>3</sup>	12 (38,7%) <sup>3</sup>	31 (13,5%) <sup>5</sup>			1 (3,2%) <sup>3</sup>		1 (3,2%) <sup>3</sup>
Occasionnels	6 (28,6%) <sup>3</sup>	15 (71,4%) <sup>3</sup>	21 (9,1%) <sup>5</sup>	5 (23,8%) <sup>3</sup>	1 (4,8%) <sup>3</sup>			4 (19,0%) <sup>3</sup>
Total de l'effectif global	69 (30,0%) <sup>5</sup>	161 (70,0%) <sup>5</sup>	230	7 (3,0%) <sup>5</sup>	7 (3,0%) <sup>5</sup>	2 (0,9%) <sup>5</sup>	1 (0,4%) <sup>5</sup>	9 (3,9%) <sup>5</sup>

<sup>1</sup> Nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique

<sup>2</sup> Personnel de la haute direction et régisseurs

<sup>3</sup> Pourcentage par catégorie d'emploi

<sup>4</sup> Pourcentage de l'effectif régulier

<sup>5</sup> Pourcentage de l'effectif global

**13. PERSONNEL QUI A BÉNÉFICIÉ DU PROGRAMME DE MISE À LA RETRAITE  
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

---

La réponse sera donnée par le Conseil du trésor.

**14. COMBIEN DE PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DU PROGRAMME  
DE DÉPART VOLONTAIRE ET ONT ÉTÉ RAPPELÉES**

---

La réponse sera donnée par le Conseil du trésor.

## 15. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL POUR 1998-1999

### CATÉGORIE D'EMPLOI : DIRIGEANTS ET MEMBRES D'ORGANISMES

1998-1999	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Jany.	Fév.	Mars (2)
Nbre de jours de congé de maladie (1)	22	23,5	22	23	42	50	49	42	48	28,5	43	46
Nbre de jours de vacances	20,5	34,5	32	99,5	190,5	38	28	6	9	15,5	27	5

### CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL D'ENCADREMENT

1998-1999	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Jany.	Fév.	Mars (2)
Nbre de jours de congé de maladie (1)		1,5			0,5		0,5	0,5		0,5	0,5	
Nbre de jours de vacances		3,5	6	37,5	17,5	2	5	,5	2,5			

### CATÉGORIE D'EMPLOI : CADRES INTERMÉDIAIRES

1998-1999	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Jany.	Fév.	Mars (2)
Nbre de jours de congé de maladie (1)				1								
Nbre de jours de vacances	,5	1	1	5	11	0	,5	,5	1			

(1) Période en assurance-salaire incluse

(2) Données incomplètes ou non disponibles



**15. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL  
ET LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES POUR 1998-1999 - CATÉGORIE D'EMPLOI : PROFESSIONNELS**

1998-1999	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars (2)
Nbre de jours de congé de maladie (1)		2,5	2	3,5	2	3,5	5	9	6	3,5	5	
Nbre de jours de vacances	3	2,5	32	94	93	3,5	18	15	25	7	1,5	
Nbre d'heures supplémentaires												
> effectuées	7	13,25	6	1,5	0	26,5	6,5	2	0	12	7	
> remboursées						24,5						
> compensées	7	13,25	6	1,5	0	2	6,5	2	0	12	7	

(1) Période en assurance-salaire incluse

(2) Données incomplètes ou non disponibles

**15. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL  
ET LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES POUR 1998-1999 - CATÉGORIE D'EMPLOI : FONCTIONNAIRES ET  
OUVRIERS**

<b>1998-1999</b>	<b>Avril</b>	<b>Mai</b>	<b>Juin</b>	<b>Juill.</b>	<b>Août</b>	<b>Sept.</b>	<b>Oct.</b>	<b>Nov.</b>	<b>Déc.</b>	<b>Janv.</b>	<b>Fév.</b>	<b>Mars (2)</b>
Nbre de jours de congé de maladie (1)	303	305,5	246,5	165	158	252,5	290	317	337,5	342	263,5	147
Nbre de jours de vacances	144	171,5	365	1069,5	887	213	116,5	90	360	128,5	25	5
Nbre d'heures supplémentaires												
> effectuées	155,64	147,15	97,07	113,78	36	167,90	147,80	113,08	103,14	99,15	28,99	
> remboursées	43,24	23	18,15	19,06	0	59,50	16,25	10,32	20,00	22,99	0	
> compensées	112,40	124,15	78,92	94,72	36	108,40	131,55	102,76	83,14	76,16	28,99	

(1) Période en assurance-salaire incluse

(2) Données incomplètes ou non disponibles

## QUESTIONS 16 (a) et (d)

Effectif régulier par catégorie d'emploi et par territoire au 17 mars 1999

	Hors cadres	Personnel d'encadrement	Professionnels	Techniciens	Personnel de bureau et ouvrier	Total
Siège social	3	2	10	9	17	41
Hull	1			1	5	7
Jonquière	0				2	2
Laval	3				12	15
Longueuil	4	1	1	1	16	23
Montréal	15	1	1		55	72
Québec	4		1		19	24
Rimouski	1			1	7	9
Sherbrooke					6	6
Trois-Rivières			1	1	7	9
<b>TOTAL</b>	<b>31</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	<b>13</b>	<b>146</b>	<b>208</b>

Note : L'effectif autorisé au 31 mars 1999 est de 227 et sera de 225 au 1er avril 1999.

Les données présentes excluent les postes actuellement vacants.

## QUESTION 16 (b)

Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel  
en raison de la complexité de la tâche au 17 mars 1999 : 2

## QUESTION 16 (c)

Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur  
à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie au 17 mars 1999 : 5

## QUESTION 16 (e)

Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des  
cinq prochains exercices budgétaires.

Cette question ne s'applique pas dans le cadre de l'étude des crédits.

## QUESTION 16 (f)

Nombre de personnes occasionnelles, temporaires et contractuelles au 17 mars 1999 :

occasionnels : 21 (dont une personne occupe un poste occasionnel depuis 5 ans)

temporaires : 0

contractuels : 0

## 17. LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA S.I.Q.

---

La réponse sera donnée par le Conseil du trésor.

**18. À L'EXCLUSION DE LA S.I.Q., LISTE DES FIRMES EN 1998-1999  
QUI LOUENT DES ESPACES**

---

La Régie du logement a négocié des ententes d'occupation avec la S.I.Q. pour tous ses locaux.

**19. CONTRATS ATTRIBUÉS À DES FIRMES DE COMMUNICATIONS  
OU DE RELATIONS PUBLIQUES EN 1998-1999**

---

Aucun.

## 20. LISTE DES TARIFS EN VIGUEUR DE L'EXERCICE 1998-1999

---

Cette question ne s'applique pas dans le cadre de l'étude des crédits puisqu'il s'agit d'un revenu et non d'une dépense.

## 21. PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE

---

Sans objet.



## 22. PERSONNEL DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE

---

Sans objet.

**23. SUBVENTIONS DONNÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE  
DU MINISTRE**

---

Sans objet.

## **24. CRÉDITS PÉRIMÉS 1998-1999 PAR PROGRAMMES ET PAR ÉLÉMENTS**

---

La Régie du logement a un seul programme (09) et un seul élément (01).

La Régie périmera environ 5 000 \$ de ses crédits en 1998-1999 à même son budget de fonctionnement.

## 25. VENTILATION DÉTAILLÉE DES TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

---

Sans objet.

**26. BILAN 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000 DES CRÉDITS  
ALLOUÉS RELATIFS AU PLAN GOUVERNEMENTAL  
VISANT LE REDRESSEMENT DE LA MÉTROPOLE**

---

La réponse sera donnée centralement par le ministère des Affaires municipales et de la Métropole à la Commission de l'aménagement et du territoire.

**27. PERSONNEL LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ  
POUR OPÉRATION RELIÉE AUX DEUX SOMMETS  
SOCIO-ÉCONOMIQUES**

---

La réponse sera donnée par le Conseil exécutif.

**28. PERSONNEL LIBÉRÉ POUR LES NÉGOCIATIONS  
DANS LA FONCTION PUBLIQUE**

---

La réponse sera donnée par le Conseil du trésor.

**29. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES,  
PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES)**

---

La réponse sera donnée par le Conseil du trésor.

**27. PERSONNEL LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ  
POUR OPÉRATION RELIÉE AUX DEUX SOMMETS  
SOCIO-ÉCONOMIQUES**

---

La réponse sera donnée par le Conseil exécutif.



**30. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LA RÉGIE ET QUI  
N'OCCUPE AUCUN POSTE À LA RÉGIE**

---

Aucun.

**31. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LA RÉGIE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES  
PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX OU AUTRES**

---

Aucun.

**32. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS  
NON GOUVERNEMENTAUX OU AUTRES ET AFFECTÉS À LA RÉGIE**

---

Aucun.

**33. CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES QUI ONT DÉMISSIONNÉ,  
QUI ONT ÉTÉ RÉAFFECTÉS OU MIS À PIED**

---

Aucun cadre. En ce qui concerne les administrateurs d'état, la réponse sera donnée par le Conseil exécutif.

#### **34. PERSONNEL QUI REÇOIT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION**

---

Non applicable. Les informations demandées constituent des renseignements confidentiels au sens de la Loi sur l'accès à l'information et ne peuvent être rendus publics.

### 35. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE

---

#### Année d'acquisition : 1998-1999

1	Mise à jour du mini-ordinateur AS/400 d'un modèle F45 à un modèle 720	201,817 \$
14	Moniteurs couleur TTX modèle 7565E	4,200 \$
9	Micro-ordinateurs Pentium 233 MMX	6,876 \$
18	Lecteurs CD 32X	1,710 \$
7	Micro-ordinateurs Pentium 266 MMX	8,877 \$
1	Micro-ordinateur Pentium II 300 MHZ	1,090 \$
20	Cartes de réseau ethernet	1,900 \$
2	Disques magnétiques 4.3 GB	834 \$
4	Micro-ordinateurs Pentium II 333 MHZ	7,443 \$
12	Cartes de mémoire 32 megs	1,390 \$
3	Micro-ordinateurs Pentium II 266 MHZ	4,545 \$
1	Concentrateur 3 Com 10/100 MHZ 12 ports	1,619 \$
4	Imprimantes Laser HP 4000T	7,760 \$
10	Micro-ordinateurs portatifs PII 233MHZ	31,090 \$
1	Projecteur NEC modèle MT830	7,264 \$
52	Micro-ordinateurs Pentium II 350 MHZ	82,595 \$
1	Distributeur de réseau Superstack 3300 de 3 Com	1,988 \$

#### Année d'acquisition : 1997-1998

16	Modems 56 Kb
4	Souris Bus
2	Lecteurs CD-rom
2	Micro-ordinateurs portatifs 166 MHZ
2	Micro-ordinateurs Pentium 133 MHZ
1	Imprimante à jet d'encre BJC4550
4	Souris PS2
5	Écrans couleur 14 pces
15	Micro-ordinateurs pentium 166 MHZ
28	Écrans couleur 15 pces
1	Imprimante laser HP Laserjet 6P
1	Micro-ordinateur serveur Pentium Pro 200
5	Imprimantes laser HP 4000TN
17	Micro-ordinateurs Pentium 200 MHZ
10	Micro-ordinateurs portatifs 133 MHZ
1	Unité de prise de copies Surestore DAT 8E
15	Cartes de réseau Ethernet Zircom 10/100 MHZ
10	Barettes de mémoire
1	Graveur de CD Panasonic interne

**Année budgétaire 1996-1997**

25	Souris PS2
1	Modem externe 14.4
1	Micro-ordinateur portatif DX4/100 MHZ
6	Modems internes 28.8
1	Lecteur CD 24X
1	Micro-ordinateur Pentium 90 MHZ
1	Souris BUS
1	Micro-ordinateur portatif Armada 430-C
4	Micro-ordinateurs 75 MHZ
10	Claviers ACNOR
2	Moniteurs couleur 14 pces
1	Micro-ordinateur Pentium 100 MHZ
1	Imprimante laser Laserjet 5SI
1	Micro-ordinateur serveur Proliant 800
1	Moniteur couleur 15 pces PANA SYNC PRO

**Année budgétaire 1995-1996**

8	Mémoire Simm 4 Megs
1	Modem interne 28.8 MHZ
1	Micro-ordinateur portatif 486 DX4/100
10	Micro-ordinateurs 486 DX2 66 MHZ
3	Moniteurs couleur 17 pces
4	Micro-ordinateur portatif 486 DX2 66 MHZ
4	Moniteurs couleur 14 pces
2	Lecteurs de disquette
6	Souris
2	Lecteur CD
6	Disques magnétique 500 MEGS
3	Cartes Éthernet 4/10 MHZ
2	Imprimantes laser Laserjet 4 Plus
24	Micro-ordinateurs pentium 75 MHZ
2	Cartes de réseau Éthernet pour imprimante
1	Micro-ordinateur serveur Prosigna 500
2	Micro-ordinateurs portatifs Armada 430-C
6	Imprimantes matricielles 2391 Plus
5	Micro-ordinateurs pentium 100 MHZ

**Année budgétaire 1994-1995**

- 1 Ensemble de disques IBM 9337
- 1 Lecteur de cartouche 8mm IBM 7208-012
- 20 Micro-ordinateurs 486 SLC 33 MHZ
- 7 Micro-ordinateurs 486 DX2 66 MHZ
- 3 Blocs de mémoire de 8 megs pour mini-ordinateur AS/400
- 1 Micro-ordinateur portatif 486 DX 33MHZ
- 5 Disques magnétiques 540 MEGS
- 2 Moniteurs couleur 14 pces
- 1 Imprimante Laser 4039-10 Plus
- 3 Moniteurs couleur 17 pces
- 2 Disques magnétiques .97 GB pour mini-ordinateur AS/400

**Année budgétaire 1993-1994**

- 36 Micro-ordinateurs 486 DX 33 MHZ
- 1 Micro-ordinateur portatif 386 PS2
- 8 Micro-ordinateurs 386 33 MHZ PS2
- 8 Cartes de réseau TOKEN-RING
- 9 Imprimantes matricielles LQ-1070
- 12 Imprimantes matricielles 2391 Plus
- 10 Micro-ordinateurs 386 DX 40 MHZ
- 1 Imprimante Laser 4039-10 R
- 1 Numériseur SCANJET IICX
- 1 Mise à niveau d'un mini-ordinateur AS/400 de B45 à F45
- 12 Contrôleur de station IBM-5394

**Année budgétaire 1992-1993**

- 2 Unités de prise de copies Colorado modèle Jumbo
- 1 Micro-ordinateurs 386-33 mhz
- 1 Partage d'imprimante Byteway
- 21 Imprimantes matricielles DL1200
- 2 Imprimantes laser Action laser II

**Année budgétaire 1991-1992**

- 1 Imprimante matricielles LQ-1050
- 5 Imprimantes matricielles LQ-1170
- 1 Système de réponse vocale de Prima télématique
- 1 Partage d'imprimante ICE



**Année budgétaire 1990-1991**

- 1 Modem IBM 5853 modèle 001
- 13 Imprimantes IBM 4224 modèle 001
- 1 Imprimante HP Laserjet III
- 11 Contrôleurs 5394-01B
- 1 Terminal 3197-001
- 13 Terminaux 3196-SDA1
- 37 Terminaux 3477-FGD1
- 6 Terminaux 3180-001

**Année budgétaire 1989-1990**

- 1 Mini-ordinateur AS/400 modèle B45

En remplacement du IBM/38 acquis en 1982-1983.

**Année budgétaire 1982-1983**

- 1 Imprimante rapide IBM 5225 modèle 004;
- 1 Imprimantes compactes IBM 5256 modèle 003;

**36. QUEL EST L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DE MISE À  
NIVEAU POUR CONTRER LES EFFETS DU BOGUE DE L'AN 2000?**

---

La réponse sera donnée par le Conseil du trésor.

**37. PERSONNEL LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR OPÉRATION RELIÉE AUX  
ACTIVITÉS DES COMMISSIONS POITRAS, NICOLET, SOLIDARITÉ  
RURALE, NATIONALE SUR LES FINANCES ET LA FISCALITÉ LOCALES**

---

Aucun.

**38. LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE DU CABINET ET DU PERSONNEL PERMANENT CONTRACTUEL OU OCCASIONNEL DU MINISTÈRE QUI ONT ÉTÉ CONTACTÉ ET/OU RENCONTRÉS PAR LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION ET/OU SES ENQUÊTEURS DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE SUR LA DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS PAR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE**

---

La réponse sera donnée par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

### 39. QUELS SONT LES PLANS DE RÉGIONALISATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX POUR LA RÉGIE

---

#### **La présence de la Régie du logement en région**

La Régie du logement est actuellement présente dans 25 localités et tient des audiences dans une vingtaine d'autres, en raison de l'éloignement, selon les besoins et ses moyens.

Tous ces bureaux, qu'ils soient régionaux ou locaux, offrent sur place des services d'information et d'assistance à la rédaction des demandes ainsi que la tenue des audiences. La plupart d'entre eux assurent également un service de renseignements téléphoniques qui, en région surtout, s'accompagne aussi de la prise de demandes pour accommoder la clientèle éloignée.

À cause du volume d'appels à traiter, deux services spécialisés ont été constitués à Québec et Montréal pour dispenser l'information au téléphone. Celui de Québec dessert sa région alors que celui de Montréal dessert également la clientèle des villes de Laval et de Longueuil.

#### **Les orientations et objectifs**

Actuellement, les directeurs régionaux et locaux se voient attribuer un budget d'opération portant sur des dépenses liées à leurs activités et où leur mode de gestion peut avoir une influence sur l'évolution de la dépense (ex. : frais de déplacement, utilisation des huissiers, de la messagerie, des équipements tels les photocopieurs et des fournitures).

Ils reçoivent mensuellement un rapport de suivi budgétaire et sont imputables du respect des enveloppes allouées.

Avec le développement de nouveaux mécanismes de répartition des dépenses, des budgets additionnels pourront être régionalisés lorsque des facteurs tels les économies d'échelle ne constitueront pas de contre-indications à cet égard.

Par ailleurs, les directeurs régionaux (le personnel d'un bureau local se réduit souvent à un préposé aux renseignements, ce qui pose des limites de délégation) ont une marge de manoeuvre certaine dans l'organisation du travail, cette dernière étant balisée en fonction de la nature même des activités de l'organisme.

En effet, informer les citoyens sur leurs droits et obligations et rendre justice impose un certain cadre à la liberté d'adaptation aux particularités régionales. On saurait difficilement viser que le droit s'expose et s'applique différemment selon le lieu de résidence et là sera toujours la limite à l'autonomie régionale.

Il reste que, dans le cadre de la définition de ses nouvelles orientations, la Régie voudra s'assurer d'une plus grande responsabilisation du personnel en région, visant par là à maximiser leur pouvoir d'adaptation des services aux caractéristiques particulières de leur clientèle. Pour ce faire, la Régie revisera la structure organisationnelle de son réseau de bureaux régionaux et locaux.

Finalement, autour de l'objectif de maintenir l'accessibilité et la qualité de ses services en région, la Régie privilégie des mesures d'intervention optimisant l'utilisation de ses ressources.

C'est pourquoi elle a fait oeuvre de pionnier en initiant, dès 1993-1994, des projets de partage de ressources (surtout des locaux et de l'équipement) avec divers ministères et organismes, selon les opportunités qui pouvaient s'offrir (présence dans le même édifice, relocalisation commune, etc.).

Actuellement, dix de ses bureaux vivent de tels partages, à savoir :

- Sept-Iles : avec l'Office de la protection du consommateur en date du 14 décembre 1993
- Val-d'Or : avec la Société de l'assurance automobile du Québec en date du 7 novembre 1994
- Joliette : avec Communication-Québec en date du 5 décembre 1994
- Baie-Comeau : avec Communication-Québec en date du 27 avril 1995
- Roberval : avec le ministère de la Sécurité du revenu en date du 1<sup>er</sup> mai 1995
- Saint-Hyacinthe : avec Communication-Québec en date du 23 mars 1994 (révisé le 8 avril 1997)
- Jonquière : avec le ministère de la Justice (intégré à l'entente d'occupation signée avec la S.I.Q.) en date du 21 avril 1997
- Gaspé : avec l'Office des personnes handicapées du Québec en date du 1<sup>er</sup> avril 1998

- Rouyn-Noranda : avec l'Office de protection du consommateur, l'Office des personnes handicapées, Communication-Québec et le Conseil du statut de la femme en date du 12 novembre 1998
- St-Jérôme : avec l'Office de protection du consommateur, Communication-Québec et un COFI en date du 29 mars 1999.

Soulignons, en terminant, que nos directeurs régionaux participent également aux diverses Conférences administratives régionales (C.A.R.) qui sont actives dans les territoires dont ils sont responsables afin de s'assurer que la Régie du logement contribue et profite des initiatives qui s'y développent.



Gouvernement du Québec  
**Régie du  
logement**

# **ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE  
L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**mars 1999**



## **RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

Numéros des  
questions  
posées :

33. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1998-1999
34. Ventilation, pour chacun des bureaux régionaux de la Régie du logement, au 31 mars 1999 :
  - a. du budget
  - b. du nombre d'employés occasionnels et permanents
  - c. du nombre de dossiers reçus et de dossiers traités
35. Nombre de bureaux régionaux relocalisés ou fermés en 1998-1999, avec :
  - a. les dates de relocalisation ou fermeture
  - b. les lieux de relocalisation ou fermeture
  - c. les motifs de relocalisation ou fermeture
  - d. la ventilation des économies réalisées ou prévues
36. Comparaison des bénéfices engendrés par la tarification des frais exigibles à la Régie du logement pour les années 1998-1999, et prévisions pour 1999-2000
37. Liste des plaintes reçues en 1998-1999 avec :
  - a. la date
  - b. l'état de la situation du dossier

**33. MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC  
POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION  
ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRATS,  
EN 1998-1999**

---

**Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour des rétrocessions d'espace ou pour donner suite à une contrainte immobilière :**

- . 142, boul. de Gaspé, à Gaspé.
- . 202, 6<sup>e</sup> Rue, à Shawinigan.
- . 309, rue Brock, à Drummondville.
- . 1717, boul. Saint-Martin Ouest, à Laval.
- . 180, boul. Rideau, à Rouyn-Noranda.
- . 49, rue Belair, à Lévis.
- . 420, rue de Lanaudière, à Joliette.
- . 693, Saint-Alphone Ouest, à Thetford-Mines.
- . 85, de Martigny, à Saint-Jérôme.

**Travaux divers en régie et/ou par sous-contrats :**

- . Cinq (5) demandes totalisant 25 866 \$ ont été acheminées à la Société immobilière du Québec en 1998-1999.

**34 a. BUDGET DE CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA  
RÉGIE DU LOGEMENT AU 31 MARS 1999  
(EN 000 \$) \***

BUREAUX RÉGIONAUX	BUDGET DE RÉMUNÉRATION
Hull	204,5
Jonquière	115,6
Laval	385,9
Longueuil	560,0
Montréal	1 877,6
Québec	634,0
Rimouski	252,0
Sherbrooke	202,2
Trois-Rivières	193,6
<b>ENSEMBLE DU QUÉBEC</b>	<b>4 425,4</b>

\* Il s'agit des budgets de rémunération seulement. Les autres budgets ne sont pas ventilés par bureau. La rémunération des régisseurs, qui totalise 2 212 200 \$, n'est pas distribuée.

**34 b. NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS ET PERMANENTS DANS CHACUN  
DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU LOGEMENT  
AU 31 MARS 1999**

<b>BUREAUX<sup>1</sup> RÉGIONAUX</b>	<b>EMPLOYÉS OCCASIONNELS</b>	<b>EMPLOYÉS PERMANENTS (RÉGULIERS)</b>	<b>SOUS- TOTAL</b>	<b>RÉGISSEURS<sup>2</sup></b>
Hull	2	6	8	1
Jonquière	2	2	4	0
Laval	0	12	12	3
Longueuil	1	19	20	4
Montréal	13	58	71	15
Québec	0	20	20	4
Rimouski	1	8	9	1
Sherbrooke	0	6	6	0
Trois-Rivières	1	9	10	0
<b>SOUS-TOTAL ENSEMBLE DU QUÉBEC</b>	<b>20</b>	<b>140</b>	<b>160</b>	<b>28</b>
<b>TOTAL DES EMPLOYÉS</b>				<b>188</b>

<sup>1</sup> Incluant le personnel des bureaux locaux de la région.

<sup>2</sup> Deux postes de régisseur sont actuellement vacants.

**34 c. NOMBRE DE DOSSIERS REÇUS ET DE DOSSIERS TRAITÉS  
DANS CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU  
LOGEMENT DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 1998 AU 31 DÉCEMBRE 1998. \***

<b>BUREAUX RÉGIONAUX</b>	<b>DOSSIERS (DEMANDES) REÇUS</b>	<b>DOSSIERS (DEMANDES) TRAITÉS</b>
Hull	3 478	3 384
Jonquière	1 131	1 130
Laval	6 936	6 525
Longueuil	7 892	7 383
Montréal	32 418	32 212
Québec	7 120	7 087
Rimouski	1 528	1 587
Sherbrooke	2 899	2 709
Trois-Rivières	2 194	2 104
<b>ENSEMBLE DU QUÉBEC</b>	<b>64 596</b>	<b>64 121</b>

\* Il s'agit de demandes susceptibles d'être entendues par des régisseurs. Elles ne comprennent pas les demandes d'information faites au comptoir (170,000) ou au téléphone (783,000) pendant la même période.

Les demandes traitées en 1998 ne correspondent pas aux demandes reçues en 1998. Certaines demandes reçues en 1997 ont été traitées en 1998 alors que certaines demandes reçues en 1998 seront traitées en 1999.

### 35. NOMBRE DE BUREAUX RÉGIONAUX RELOCALISÉS OU FERMÉS EN 1998-1999

---

#### **Relocalisation du bureau de Gaspé**

- a) Date : Le 15 avril 1998
- b) Lieu : Du 142, boul. de Gaspé au 96, Montée Sandy Beach, à Gaspé.
- c) Motif : Relocalisation dans le cadre d'une contrainte immobilière de la Société immobilière du Québec et partage d'espace avec l'Office des personnes handicapées du Québec.
- d) Économies réalisées : Aucune. Augmentation du loyer annuel de 3 599 \$, en raison de la localisation temporaire dans des espaces moindres au 142, boul. de Gaspé.

#### **Relocalisation du bureau de Shawinigan**

- a) Date : Le 15 juin 1998
- b) Lieu : Du 2<sup>e</sup> étage au rez-de-chaussée du 212, 6<sup>e</sup> Rue, à Shawinigan.
- c) Motif : Besoins d'espaces du ministère de l'Emploi et de la Solidarité.
- d) Économies réalisées : Depuis juin 1998, des économies de loyer annuelles de 6 938 \$ sont réalisées.

#### **Relocalisation du bureau de Drummondville**

- a) Date : Le 10 juillet 1998
- b) Lieu : Du 309, rue Brook, au 1680, Saint-Joseph, à Drummondville.
- c) Motif : Besoins d'espaces du ministère de l'Emploi et de la Solidarité.
- d) Économies réalisées : Depuis juillet 1998, des économies de loyer annuelles de 4 163 \$ sont réalisées.

#### **Relocalisation du bureau de Laval**

- a) Date : Le 4 septembre 1998
- b) Lieu : Du 1717, boul. Saint-Martin Ouest au 2800, boul. Saint-Martin Ouest, à Laval.
- c) Motif : Contrainte immobilière de la Société immobilière du Québec et entente avec le ministère de la Justice pour la tenue des audiences.
- d) Économies réalisées : Depuis septembre 1998, des économies de loyer annuelles de 28 639 \$ sont réalisées.

### **Relocalisation du bureau de Rouyn-Noranda**

- a) Date : Le 13 novembre 1998
- b) Lieu : Du 180, boul. Rideau au 255, rue Principale, à Rouyn-Noranda.
- c) Motif : Contrainte immobilière de la Société immobilière du Québec et entente de cohabitation intervenue avec Communication-Québec, le Conseil du statut de la femme, l'Office de la protection du consommateur et l'Office des personnes handicapées du Québec.
- d) Économies réalisées : Aucune. Depuis décembre 1998, une augmentation annuelle de 2 936 \$ est assumée.

### **Relocalisation du bureau de Lévis**

- a) Date : Le 28 janvier 1999
- b) Lieu : Du 49, rue Bélair au 5130, boul. De la Rive-Sud, à Lévis.
- c) Motif : Contrainte immobilière de la Société immobilière du Québec.
- d) Économies réalisées : Aucune, le loyer est demeuré le même.

### **Relocalisation du bureau de Joliette**

- a) Date : Le 29 janvier 1999
- b) Lieu : Du 420, de Lanaudière au 450, Saint-Louis, à Joliette.
- c) Motif : Contrainte immobilière de la Société immobilière du Québec et entente de cohabitation avec Communication-Québec et la Commission des lésions professionnelles.
- d) Économies prévues : Aucune, le loyer est demeuré le même.

### **Relocalisation du bureau de Thetford-Mines**

- a) Date : Le 25 février 1999
- b) Lieu : Même édifice, du rez-de-chaussée au 1<sup>er</sup> étage.
- c) Motif : Besoins d'espace du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, relocalisation temporaire (jusqu'en septembre 1999) pendant la réalisation des travaux d'aménagement et relocalisation, par la suite, au 2<sup>e</sup> étage.
- d) Économies prévues : Aucune, le loyer est demeuré le même.

**Relocalisation du bureau de Saint-Jérôme**

- a) Date : Le 26 mars 1999
- b) Lieu : Du 85, de Martigny, à Saint-Jérôme au 500, boul. des Laurentides, à Saint-Antoine.
- c) Motif : Contrainte immobilière de la Société immobilière du Québec et entente de cohabitation intervenue avec Communication-Québec, l'Office de la protection du consommateur et le COFI.
- d) Économies prévues : À compter du 1<sup>er</sup> avril 1999, des économies annuelles de 8 175 \$ seront réalisées, selon la tarification en vigueur lors de la réalisation du projet.



**36. REVENUS DE TARIFICATION DES FRAIS EXIGIBLES  
À LA RÉGIE DU LOGEMENT POUR L'ANNÉE  
1998-1999 ET PRÉVISIONS POUR 1999-2000**

---

Les revenus de tarification des frais exigibles à la Régie du logement s'établissent comme suit :

- pour 1998-1999 :        3 063 500 \$        (projection au 15 mars)
- pour 1999-2000 :        3 125 000 \$        (prévision)<sup>(1)</sup>

---

<sup>(1)</sup> Cette prévision est basée sur l'application des dispositions visant l'indexation annuelle des frais exigibles telle que prévue au *Tarif des frais exigibles à la Régie du logement*.

### 37. PLAINTES REÇUES EN 1998-1999

DÉLAI À RENDRE UNE DÉCISION -			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P1344	Non fondée	Critère respecté	---
P1360	Fondée	Délai imputable au secrétariat - Critère de dactylographie dépassé	Suivi assuré et explications données au plaignant
P1390	Fondée	Dossier complexe	Suivi assuré pour que la décision soit rendue et explications données au plaignant

DÉLAI À FIXER UNE AUDITION			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P1316	Impossible à déterminer	Audience déplacée à la demande d'une partie	Vérifications effectuées auprès du maître des rôles
P1318	Non fondée	Critère respecté	---
P1342	Fondée	Cause urgente	Audience devancée
P1361	Non fondée	Critère respecté	---
P1383	Non fondée	Critère respecté	---
P1404	Fondée	Cause urgente	Suivi assuré
P1409	Non fondée	Critère respecté	---
P1416	Fondée	Critère non respecté	Audience devancée
P1426	Non fondée	Critère respecté	---
P1430	Non fondée	Critère respecté	---

<b>DÉROULEMENT D'UNE AUDITION</b>			
<b>Numéro</b>	<b>Conclusion</b>	<b>Motif</b>	<b>Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu</b>
P1296	Impossible à déterminer	Précisions recueillies auprès du plaignant et décision rendue en sa faveur	Suivi du dossier et de la décision assuré - Explications fournies
P1308	Non fondée	Déroulement régulier d'une audience - aucune irrégularité	---
P1331	Non fondée	Déroulement régulier d'une audience - aucune irrégularité	---
P1334	Fondée	Problème technique (enregistrement)	Explications fournies et excuses offertes à la satisfaction du plaignant
P1375	Non fondée	Déroulement régulier d'une audience - aucune irrégularité	---
P1429	Non fondée	Déroulement régulier d'une audience - aucune irrégularité	---

<b>COMPORTEMENT D'UN ADJUDICATEUR</b>			
<b>Numéro</b>	<b>Conclusion</b>	<b>Motif</b>	<b>Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu</b>
P1302	Non fondée	Plainte reliée à l'insatisfaction à l'égard d'une décision	---
P1335	Non fondée	Plainte reliée à l'insatisfaction à l'égard d'une décision	---
P1339	Non fondée	Plainte reliée à l'insatisfaction à l'égard d'une décision	---

COMPORTEMENT D'UN ADJUDICATEUR			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P1340	Non fondée	Plainte reliée à l'insatisfaction à l'égard d'une décision	---
P1343	Impossible à déterminer	Compétence du Conseil de la justice administrative ...	---
P1352	Impossible à déterminer	Compétence du Conseil de la justice administrative ...	---
P1353	Impossible à déterminer	Compétence du Conseil de la justice administrative ...	---
P1357	Non fondée	Plainte reliée à l'insatisfaction à l'égard d'une décision	---
P1363	Impossible à déterminer	Compétence du Conseil de la justice administrative ...	---
P1370	Non fondée	Plainte reliée à l'insatisfaction à l'égard d'une décision	---
P1376	Impossible à déterminer	Compétence du Conseil de la justice administrative ...	---
P1378	Impossible à déterminer	Compétence du Conseil de la justice administrative ...	---
P1389	Non fondée	Plainte reliée à l'insatisfaction à l'égard d'une décision	---
P1392	Non fondée	Plainte reliée à l'insatisfaction à l'égard d'une décision	---

INSATISFACTION D'UNE DÉCISION			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
Tous (66 au total)	Excédent compétence	Relèvent exclusivement de la discrétion du régisseur et des recours légaux peuvent être exercés.	---

LOI ET RÈGLEMENTS DE LA RÉGIE ET D'AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
Tous (9 au total)	Excédent compétence	Relèvent de la compétence du législateur	---

COMPORTEMENT D'UN EMPLOYÉ			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P1310	Fondée	Perte de calme de l'employé	Excuses
P1365	Fondée	Service non offert par un employé	Explications fournies et excuses offertes
P1408	Non fondée	Comportement adéquat	---
P1410	Non fondée	Comportement adéquat	---
P1411	Non fondée	Comportement adéquat	---

PROCÉDURES ADMINISTRATIVES DE LA RÉGIE			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P1322	Fondée	Erreur d'envoi	Vérification des faits effectuée - Remboursement offert au plaignant
P1330	Non fondée	Message automatisé de réponse contesté	Message conforme à la loi
P1350	Impossible à déterminer	Contestation de l'authenticité de la cassette d'enregistrement d'une audience	Nouvelle cassette expédiée - Impossibilité de récupérer la première
P1362	Non fondée	Non réception d'un avis d'audition	Contact avec le plaignant pour obtenir précisions
P1367	Non fondée	Langue de l'avis d'audition	Avis fait selon les procédures administratives habituelles conformément à la charte de la langue française

SERVICES À LA CLIENTÈLE			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P1298	Fondée	Mauvaises informations	Remboursement des frais
P1321	Non fondée	Informations adéquates	---
P1323	Fondée	Mauvaises informations	Vérification des connaissances du personnel
P1355	Non fondée	Endroit de la tenue de l'audience contestée	Explications fournies
P1356	Fondée	Jours d'ouverture d'un bureau régional	Ajout d'une journée d'ouverture
P1366	Non fondée	Délais de traitement des dossiers jugés trop longs	Lettre d'explications adressée au plaignant

SERVICES À LA CLIENTÈLE			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P1372	Non fondée	Mauvaises informations	Lettre d'explications adressée au plaignant
P1381	Fondée	Mauvaises informations	Explications détaillées et excuses offertes au plaignant
P1386	Non fondée	Accueil	Longue rencontre
P1406	Fondée	Accessibilité du service téléphonique	Explications et excuses offertes au plaignant

Autres			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P1303	Non fondée	Réclamations de frais déboursés	Pertes d'argent encourues suite à une décision rendue dont la responsabilité ne peut être imputée au tribunal de la Régie
P1399	Non fondée	Crainte sur la partialité du régisseur	Explications fournies au plaignant

Bureau de direction  
Régie du logement  
Le 8 avril 1999